

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Consultation 25S002I - Mise à disposition et
maintenance de machines à boissons chaudes et
fourniture des consommables associés**

GHT Saône et Loire - Bresse - Morvan
Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey
4 rue Capitaine Drillien
71100 CHALON SUR SAONE

SOMMAIRE

0 - Préambule.....	4
1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
5 - Durée et délais d'exécution.....	5
5.1 - Durée du contrat.....	5
5.2 - Justification de la durée de l'accord-cadre.....	5
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
6.2 - Modalités de variation des prix.....	6
6.3 - Taux de remise et d'escompte.....	7
6.4 - Offres promotionnelles.....	7
6.5 - Fournitures non listées dans le bordereau des prix unitaires.....	7
7 - Garanties financières.....	7
8 - Avance.....	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
9 - Modalités de règlement des comptes.....	8
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
9.3 - Délai global de paiement.....	9
9.4 - Paiement des cotraitants.....	9
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
11 - Développement durable.....	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	10
12.1 - Vérifications.....	10
12.2 - Décision après vérification.....	10
13 - Garantie des prestations.....	10
14 - Maintenance.....	10
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	13
16 - Pénalités.....	13
16.1 - Pénalités de retard.....	13
16.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance.....	14
16.3 - Pénalité pour travail dissimulé.....	14
16.4 - Autres pénalités spécifiques.....	14
17 - Assurances.....	15
18 - Résiliation du contrat.....	15
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	15
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	15
19 - Règlement des litiges et langues.....	15

20 -	Clauses complémentaires.....	15
20.1 -	Usage des équipements	15
20.2 -	Modifications des prestations prévues au marché	17
20.3 -	Suivi du marché et plan de progrès.....	18
21 -	Dérogations.....	18

0 - Préambule

Le CH Chalon sur Saône - William Morey, établissement support du GHT Saône et Loire - Bresse - Morvan, ci-après dénommé « pouvoir adjudicateur », assure la responsabilité de la fonction achats pour le compte des établissements parties du GHT suivants :

- Centre Hospitalier de Montceau les Mines : BP 189 - 71300 MONTCEAU LES MINES
- Centre Hospitalier d'Autun : 7 bis rue de Parpas - 71400 AUTUN
- Centre Hospitalier de Chagny : 16 rue de la Boutière - 71150 CHAGNY
- Centre Hospitalier de la Bresse Louhannaise : 350 avenue Fernand Point - 71500 LOUHANS
- Etablissement Public de Santé Mentale 71 : 55 rue Auguste Champion - 71100 SEVREY
- Centre Hospitalier de La Guiche :
 - Site de la Guiche : Le Rompoix - 71220 LA GUICHE
 - Site du Mont Saint Vincent (EHPAD) : Place du Château - 71300 MONT SAINT VINCENT
- EHPAD Les Marronniers : Place Claude Burgat - 71320 TOULON SUR ARROUX
- EHPAD Fougerolles : 13 rue Grillot - 71360 EPINAC
- EHPAD Myosotis : Route de Chalencey - 71490 COUCHES

Adresse du Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey : 4 rue Capitaine Drillien - 71100 CHALON SUR SAONE

Le CH Chalon sur Saône - William Morey assure la mise en œuvre des consultations au niveau territorial ou via des opérateurs nationaux / régionaux. L'exécution des marchés est réalisée par chaque établissement membre du GHT Saône et Loire - Bresse - Morvan.

La présente consultation concerne tous les établissements à l'exception de l'EHPAD Myosotis de Couches et du Centre Hospitalier de la Bresse Louhannaise.

I - Dispositions générales du contrat

I.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la mise à disposition de machines à boissons chaudes, la maintenance et la fourniture des consommables associés.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par les établissements du groupement.

I.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lots	Désignation
1	Machines mobiles, maintenance et consommables associés
2	Machines fixes, maintenance et consommables associés
3	Maintenance seule de machines fixes et mobiles

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

I.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

I.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par les établissements du groupement au fur et à mesure de leurs besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- la date et le numéro du marché
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser
- les délais de livraison (date de début et de fin)
- les lieux de livraison des prestations
- le montant du bon de commande

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'établissement du groupement peuvent être honorés par le titulaire.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants éventuels

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Les modalités relatives à la protection des données personnelles sont indiquées dans l'annexe I au présent CCAP.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme allant du 1^{er} février 2026 au 31 janvier 2031. Dans l'éventualité où l'accord-cadre serait notifié après le 1^{er} février 2026, il ne peut commencer à s'exécuter qu'à compter de cette date.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par les établissements du groupement dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Justification de la durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre dépasse quatre ans pour le motif suivant : durée de vie des équipements pouvant aller au-delà de 15 ans.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro " (M0).

Les prix sont révisibles annuellement à la hausse ou à la baisse, au 1^{er} février, dans les conditions définies ci-dessous :

Fournitures

$$P = P_0 \times i / i_0$$

P = prix révisé

P₀ = prix HT de l'offre initiale

i = cotation / indice du mois M-3 avant la révision de prix

i₀ = indice / cotation du mois M0

Les indices à utiliser dans le cadre de la révision de prix sont les suivants :

Produit	Indice de référence	Libellé de l'indice
Café / café + chicorée	010763742	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 10.83 - Café et thé transformés
Lait	010764073	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 10.51 - Produits laitiers et fromages
Cacao	010763741	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 10.82 - Cacao, chocolat et produits de confiserie
Potages	010764089	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 10.89 - Autres produits alimentaires n.c.a

Maintenance

$$P = P_0 [0,10 + 0,90 \times (ICHTrev-TS / ICHTrev-TS_0)]$$

P = prix révisé

P₀ = prix HT de l'offre initiale

ICHTrev-TS = indice INSEE d'arrivée du coût horaire du travail révisé - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques - Identifiant 001565183

ICHTrev-TS 0 = indice INSEE d'origine du coût horaire du travail révisé – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques - Identifiant 001565183

Modalités communes

Lors de la révision de prix, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre zéro et quatre (valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- si la quatrième décimale est comprise entre cinq et neuf (valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

En cas de suppression de l'indice de référence, l'indice de substitution préconisé par l'organisme de publication s'applique de plein droit.

La révision des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le calcul de la révision des prix est à la charge du titulaire. La demande de révision, accompagnée de la cotation correspondante, doit être adressée au pouvoir adjudicateur selon les modalités suivantes :

Envoi en recommandé électronique type LETRECO

Le nouveau bordereau des prix unitaires, accompagné des cotations correspondantes, doit être transmis en recommandé électronique à l'adresse mail cellule.marches@ch-chalon71.fr

OU

Envoi en recommandé papier

Le nouveau bordereau des prix unitaires, accompagné des cotations correspondantes, doit être transmis à l'adresse suivante :

Centre Hospitalier Chalon sur Saône - William Morey

Anaïs TRIVIER, cellule marchés publics

Direction des achats, de la logistique et des services économiques

71100 CHALON SUR SAONE

La révision de prix doit reprendre la forme du bordereau des prix unitaires, et indiquer en sus les valeurs des cotations des différents mois ayant permis les calculs (cette information peut être transmise dans un document annexé au bordereau des prix unitaires révisé).

La première révision des prix ne peut intervenir avant le 1^{er} février 2027.

6.3 - Taux de remise et d'escompte

Les taux de remise et d'escompte proposés par le titulaire dans les bordereaux des prix unitaires s'appliquent pendant toute la durée du marché.

6.4 - Offres promotionnelles

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du CCAG-FCS, les prix des fournitures prévues au marché peuvent aussi évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles mises en place par le titulaire.

Pour ce faire, le titulaire doit, dans les meilleurs délais, communiquer par écrit les périodes promotionnelles au pouvoir adjudicateur et aux établissements concernés.

Le titulaire doit également transmettre au pouvoir adjudicateur et aux établissements toutes les précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion ainsi que la désignation des fournitures concernées par cette promotion et leurs tarifs.

Les offres de prix promotionnelles se substituent au prix du marché sans qu'il soit nécessaire de rédiger un avenant. A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

6.5 - Fournitures non listées dans le bordereau des prix unitaires

Les établissements se réservent le droit de commander ponctuellement au titulaire des fournitures qui ne sont pas listées dans le bordereau des prix unitaires et qui ont un lien direct avec l'objet du marché.

Pour ce faire, le titulaire doit transmettre, autant de fois que nécessaire, le catalogue général de ses fournitures.

7 - Garanties financières

Aucune garantie financière n'est prévue au contrat.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du contrat, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Conformément à l'article L.2191-7 du Code de la commande publique, le bénéficiaire de l'avance est informé que le pouvoir adjudicateur demande la constitution d'une garantie à première demande pour la totalité du remboursement de l'avance. Il devra être indiqué sur la garantie à première demande que l'engagement correspond à la garantie de l'avance consentie.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

Etablissement	SIRET	Code service
CH Chalon sur Saône	267 100 766 00109	SAALIM
CH Montceau les Mines	267 100 790 00018	ECOAC
CH Autun	267 100 014 00062	03ECONOMAT
CH Chagny	267 100 063 00010	-
CH La Guiche	267 100 238 00018	10
EPSM 71	267 100 444 00012	Voir avec l'établissement
EHPAD Les Marronniers - Toulon sur Arroux	267 100 451 00017	-
EHPAD Fougerolles - Epinac	267 100 212 00013	-

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues aux titulaires et aux sous-traitants de premier rang éventuels de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de :

- 50 jours pour les établissements publics de santé
- 30 jours pour les établissements médico-sociaux

Ce délai court à compter de la date de réception des factures.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'établissement du groupement, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse de livraison

Les adresses de livraison des fournitures et des équipements et de réalisation des prestations de maintenance sont indiquées sur les bons de commandes.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-FCS, la qualité des emballages doit être appropriée aux fournitures livrées ainsi qu'aux modalités de transport. La qualité de ces emballages est de la responsabilité du titulaire. Les emballages restent la propriété du titulaire.

Tout emballage endommagé sera refusé. Dans ce cas, le titulaire doit, à ses frais, livrer dans les plus brefs délais la quantité de fourniture non admise.

Par dérogation à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage, de transport et de déchargement des fournitures s'effectue sous la responsabilité du titulaire.

Les fournitures doivent être livrées en franco de port, quel que soit le montant de la commande. Les établissements s'engagent cependant à respecter pour leurs commandes les conditionnements des candidats indiqués dans les fiches techniques (exemple : carton de 10 poches et non 3 poches seules).

En cas d'impossibilité de livrer tout ou partie des fournitures à la date prévue, le titulaire doit aviser préalablement l'établissement du groupement et lui communiquer une ou plusieurs dates de livraison.

En cas de rejet de tout ou partie des fournitures pour non-conformité à la commande ou non-respect des stipulations prévues au marché, les frais de retour sont à la charge du titulaire.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des fournitures sont à la charge du titulaire.

Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

I I - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

I 2 - Constatation de l'exécution des prestations

I 2.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.I du CCAG-FCS.

I 2.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, l'établissement du groupement prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

I 3 - Garantie des prestations

Equipements

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de garantir l'adhérent du groupement de commandes contre tous les vices, les désordres ou les malfaçons empêchant l'utilisation des équipements.

Dans ce cas, le titulaire met en œuvre tous les moyens à sa disposition afin de garantir la continuité de l'activité de l'adhérent du groupement de commandes

Fournitures

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, le titulaire garantit les fournitures contre tout vice de fabrication ou défaut de matière pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine à compter du jour de leur admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais les fournitures ou la partie des fournitures qui sont reconnues défectueuses, exception faite du cas où la défectuosité est imputable à l'adhérent du groupement de commandes.

Cette garantie couvre également tous les frais nécessaires à leur remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu de livraison des fournitures ou que le titulaire ait obtenu que les fournitures soient renvoyées à cette fin dans ses locaux.

I 4 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 5 ans à compter de la date d'admission des prestations. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS.

Les dispositions suivantes viennent en complément de l'article 32 du CCAG-FCS.

Maintenance préventive

Le titulaire s'engage à effectuer au minimum 1 fois par an une maintenance préventive pour chacun des équipements. Cette maintenance est réalisée dans les locaux de l'adhérent du groupement de commandes.

La maintenance préventive a pour objectif de réduire les risques de panne et de maintenir dans le temps les performances des équipements à un niveau proche de leurs performances initiales, afin d'assurer une utilisation optimale et une mise en conformité permanente des équipements avec la législation, la réglementation et les normes en vigueur.

Les dates / heures des visites sont fixées d'un commun accord entre le titulaire et l'établissement du groupement, au moins 1 mois avant la date prévue de la visite. Si l'une des parties souhaite déplacer une visite, elle en informe l'autre partie au moins 5 jours ouvrés avant la date prévue de la visite.

Les visites et les interventions de maintenance préventive s'effectuent entre 8 heures et 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

L'établissement du groupement assure au titulaire et/ou à ses préposés, qu'il a agréés, l'accès de ses locaux sous réserve du respect des mesures de sécurité et d'hygiène de l'établissement. Il peut retirer son agrément par une décision motivée, dont il informe sans délai le titulaire.

Le titulaire doit, pour chaque visite préventive et chaque équipement, effectuer les prestations suivantes :

- Assurer les déplacements, l'hébergement et la restauration de son personnel et/ou de ses préposés
- Fournir la main d'œuvre
- Mettre à disposition le matériel et l'outillage nécessaires à la réalisation des prestations
- Fournir les pièces détachées et les consommables (lubrifiant, ...)
- Déconnecter l'équipement relié aux différents réseaux (électrique, informatique, ...)
- Vérifier l'état général des équipements
- Appliquer les procédures prévues par le fabricant dans son manuel technique (réglages, mesures, nettoyage, détartrage, dégraissage, ...)
- Remplacer ou réparer, conformément aux préconisations du fabricant, les pièces usées par le fonctionnement normal de l'équipement
- Rajouter, conformément aux préconisations du fabricant, les consommables nécessaires au fonctionnement des équipements
- Améliorer la sécurité et la fiabilité des équipements
- Corriger les défauts et les vices cachés
- Évaluer les performances générales des équipements et les comparer aux performances initiales relevées lors de la mise en service. Des essais de fonctionnement avec émission d'un rapport écrit (incluant les relevés de mesures et d'essai) doivent être réalisés
- Vérifier la conformité des équipements avec les exigences de la législation, de la réglementation et des normes en vigueur
- Effectuer un rappel des consignes d'utilisation auprès du personnel chargé d'utiliser les équipements
- Enlever et évacuer les pièces et les consommables usagés

Dans le cadre de la maintenance préventive, le titulaire ne doit utiliser que des pièces détachées et des consommables d'origines agréées par les fabricants des équipements.

Afin de pouvoir reconstituer un historique des interventions, le titulaire doit au titre de la maintenance préventive rédiger un rapport. Le rapport doit notamment consigner les éléments suivants :

- Les équipements concernés
- La date et l'heure de début et de fin d'intervention
- Le détail des interventions réalisées par le titulaire
- La liste des pièces détachées et des consommables changés
- La liste des interventions, non incluses dans la maintenance préventive, à effectuer pour maintenir le bon fonctionnement des équipements

Le rapport doit être transmis à l'établissement dans un délai de 15 jours ouvrés.

Maintenance curative

Le titulaire doit assurer des prestations de maintenance tous risques des équipements.

La maintenance curative a pour objectif de remettre en état de fonctionnement les équipements à la suite d'une défaillance.

Les interventions de maintenance curative ne peuvent pas, sauf accord express de l'établissement du groupement, être effectuées en même temps que les visites de maintenance préventive.

Le titulaire doit communiquer à l'établissement concerné les plages horaires ainsi que les coordonnées sur lesquelles il souhaite recevoir les demandes d'intervention.

En cas de panne bloquante, le titulaire s'engage à intervenir pendant ses heures d'ouvertures, dans un délai maximum de 24 heures ouvrées à compter de la réception de la demande d'intervention, afin de réaliser les réparations nécessaires à la remise en état de fonctionnement des équipements.

Dans le cas où les équipements ne pourraient pas être réparés dans un délai maximum de 24 heures ouvrées, le titulaire doit, dans les 48 heures ouvrées, mettre à disposition de l'établissement un équipement de prêt avec des caractéristiques techniques similaires.

En cas de panne non bloquante, le titulaire s'engage à intervenir pendant ses heures d'ouvertures dans un délai maximum de 48 heures ouvrées à compter de la réception de la demande d'intervention, afin de réaliser les réparations nécessaires à la remise en état de fonctionnement des équipements.

Les interventions de maintenance curative s'effectuent entre 9 heures et 17 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus. Les jours et horaires d'intervention peuvent, en fonction des besoins, être étendus à la demande des établissements.

Dans le cadre de la maintenance curative, le titulaire ne doit utiliser que des pièces détachées et des consommables d'origine agréée par les fabricants des équipements.

L'établissement assure au titulaire et/ou à ses préposés, qu'il a agréés, l'accès de ses locaux sous réserve du respect des mesures de sécurité et d'hygiène de l'établissement. Il peut retirer son agrément par une décision motivée, dont il informe sans délai le titulaire.

Le titulaire doit assurer les prestations suivantes :

- Assurer les déplacements, l'hébergement et la restauration de son personnel et/ou de ses préposés
- Fournir la main d'œuvre
- Mettre à disposition le matériel et l'outillage nécessaires à la réalisation des prestations
- Fournir les pièces détachées et les consommables
- Déconnecter les équipements reliés aux différents réseaux (électrique, informatique, ...)
- Vérifier l'état général des équipements
- Appliquer les procédures prévues par le fabricant dans son manuel technique (démontage/remontage, réglages, mesures, détartrage, remplacement des pièces d'usure, renouvellement des consommables, ...)
- Corriger les défauts et les vices cachés
- Évaluer les performances générales des équipements et les comparer aux performances initiales relevées lors de la mise en service. Des essais de fonctionnement avec émission d'un rapport écrit (incluant les relevés de mesures et d'essai) doivent être réalisés
- Enlever et évacuer les pièces détachées, les accessoires et les consommables usagés
- Fournir un/des équipement(s) de prêt similaire (caractéristiques techniques égales ou supérieures) aux équipements en panne

Dans le cas où le titulaire estime que les équipements en panne doivent être expédiés dans ses locaux pour y être réparés, il est de sa responsabilité d'organiser l'enlèvement et la prise en charge du retour des équipements.

Afin de pouvoir reconstituer un historique des interventions, le titulaire doit rédiger au titre de la maintenance curative un rapport écrit. Le rapport doit notamment consigner les éléments suivants :

- Les équipements concernés
- La date et l'heure de la panne
- La date et l'heure de début et de fin d'intervention
- Le type de panne
- Le détail des interventions réalisées par le titulaire
- La date et l'heure de mise à disposition des équipements de dépannage en cas d'immobilisation

Le rapport doit être transmis à l'établissement concerné dans un délai de 15 jours ouvrés.

Maintenance curative - Spécificités lots 1 et 2

Dans le cadre de la maintenance curative des lots 1 et 2, dans l'éventualité où un équipement viendrait à être déclaré définitivement inutilisable du fait d'une panne ou de sa vétusté, le titulaire s'engage à remplacer l'équipement par un équipement équivalent, sans frais supplémentaire. Cette clause s'applique également en cas de panne non résolue dans le cadre d'une ou plusieurs interventions.

Limites des prestations

Les prestations de maintenance ne couvrent pas la réparation de défaillances causées par :

- Les détériorations provoquées par une négligence ou un usage des équipements non conforme aux spécifications du titulaire et/ou du fabricant
- Les détériorations provoquées par une cause dont l'origine est étrangère au titulaire (chocs, chutes, accidents intentionnels, incendies, explosions, dégâts des eaux, ...)
- Les réparations des défauts de fonctionnement causés par les défauts de l'installation incombant à l'établissement
- Les réparations des défauts de fonctionnement causés par l'adjonction d'éléments d'autre origine, par une personne autre que le titulaire ou une personne désignée par lui, pour effectuer cette adjonction
- La transformation irréversible des équipements sans l'accord du titulaire
- L'utilisation des équipements dans un environnement géographique, physique et technique non conforme aux instructions et spécifications du titulaire et/ou du fabricant des équipements
- Les réparations de quelque nature que ce soit, effectuées par l'établissement ou un tiers sans l'accord écrit du titulaire
- L'utilisation de fournitures non appropriées et contraires aux spécifications du titulaire et/ou du fabricant
- Tout autre motif extérieur à l'usage des équipements défini dans l'offre du titulaire

Intervenants

Le personnel du titulaire et/ou ses préposés doivent être formés et qualifiés pour intervenir sur les équipements.

Le titulaire doit fournir à l'adhérent du groupement de commandes les noms, prénoms et qualifications de son personnel et/ou de ses préposés à qui il envisage de confier les prestations prévues au marché.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Les établissements se réservent le droit d'appliquer au titulaire une pénalité pour retard de livraison.

Les pénalités de retard commencent à courir dès lors que le délai contractuel de livraison des fournitures est expiré, sous réserve des stipulations prévues à l'article 5.1 du présent CCAP.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = PJ * R$$

P = le montant de la pénalité

PJ = la pénalité journalière est de 50 euros

R = le nombre de jours ouvrés de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

I 6.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 1,00/30 du montant mensuel des prestations de maintenance s'applique dans les conditions de l'article 14.2 du CCAG-FCS.

I 6.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

I 6.4 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence de mise à disposition des équipements	Journalière	100,00 €	Le titulaire est tenu de mettre à disposition des établissements les équipements dans les délais pour lesquels il s'est engagé. A défaut d'avoir mis à disposition ces équipements dans les délais, le titulaire encourt une pénalité égale à 100 euros par jour calendaire de retard.
Comportement	Forfaitaire	250,00 €	Mauvais comportement des agents du titulaire (nuisant au bon fonctionnement,...) : 250€ TTC par cas constaté
Sécurité	Forfaitaire	100,00 €	Non-respect des consignes de sécurité par les agents du titulaire : 100€ TTC par cas constaté
Dégradation de locaux	Forfaitaire	250,00 €	Dégradation de locaux / zones par les agents du titulaire : 250€ TTC par cas constaté, en plus des frais de remise en état des locaux
Rupture d'approvisionnement	Forfaitaire	25,00 €	Rupture d'approvisionnement des fournitures : 25 € TTC par cas constaté
Absence d'actions correctives	Journalière	100,00 €	Absence d'actions correctives mises en place dans les délais prescrits suivant une déclaration de non-conformité : 100 euros TTC par jour ouvré de retard

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20 - Clauses complémentaires

20.1 - Usage des équipements

Les établissements s'engagent :

- A utiliser les équipements conformément à l'ensemble des notices, documentations et recommandations, explicatives des modalités d'utilisation des équipements fournies par le titulaire
- A respecter l'usage des équipements et ne pas en changer la destination

- A ne pas procéder à une quelconque modification technique des équipements
- A ne pas masquer ou démonter les plaques d'identification apposées sur les équipements
- A ne pas céder, sous-louer, mettre à disposition, consentir ou laisser acquérir de quelconques droits sur les équipements
- A conserver les équipements en bon état de fonctionnement, d'utilisation et de présentation
- A faire appel exclusivement au titulaire pour assurer les prestations de maintenance
- A ne pas s'opposer à la réalisation des opérations de maintenance par le titulaire

Destruction / disparition des équipements

Les établissements s'engagent, pendant le marché, à rembourser les équipements détruits ou dérobés dans ses locaux, à concurrence de leur valeur résiduelle.

L'indemnité versée au titulaire, en cas de destruction ou vol des équipements, est déterminée à partir des informations suivantes :

- Date de mise en service des équipements
- Valeur à neuf des équipements
- Tableau d'amortissement des équipements

Dans tous les cas de figure, l'indemnité allouée au titulaire ne peut excéder le montant déterminé selon la formule suivante :

Valeur résiduelle de l'équipement détruit ou dérobé = $(V_a \times D_r) / D_t$

V_a = Valeur d'acquisition de l'équipement neuf

D_r = Durée en jours restant à échoir de la date de la destruction ou de la disparition de l'équipement à la date de l'échéance contractuelle

D_t = Durée totale du marché en jours

Restitution des équipements au terme du marché

A l'issue du marché, les établissements restituent au titulaire les équipements dans leur état d'usage. Le titulaire s'engage à reprendre, à ses frais, les équipements dans les 7 jours calendaires qui suivent la date de fin du marché.

Un procès-verbal de restitution est effectué conjointement entre l'établissement et le titulaire. En l'absence du titulaire, le procès-verbal de restitution est réputé contradictoire à son égard.

Dans le cas de détériorations liées à une mauvaise utilisation manifeste des équipements, l'établissement et le titulaire évaluent d'un commun accord les éventuels préjudices.

Le titulaire ne peut se prévaloir de détériorations dues à l'usage normal des équipements ou à un manque d'information sur les éventuels défauts des équipements.

Restitution des équipements avant le terme du marché

En cas de restitution anticipée des équipements, l'établissement en informe le titulaire, par courrier avec accusé de réception, au moins 3 mois avant la date choisie pour la restitution des équipements.

Un procès-verbal de restitution est effectué conjointement entre l'établissement et le titulaire. La date de restitution effective des équipements est la date de signature du procès-verbal. En l'absence du titulaire, le procès-verbal de restitution est réputé contradictoire à son égard.

L'établissement concerné verse au titulaire une indemnité calculée de la manière suivante :

Indemnité = $(L_t \times 0,25 \times D_a) / D_c$

L_t = Montant des sommes à verser au titulaire sur la durée totale du marché pour chaque équipement

D_a = Durée en jours restant à échoir de la date de restitution à la date de l'échéance contractuelle

D_c = Durée totale du marché en jours

20.2 - Modifications des prestations prévues au marché

Evolution technologique / arrêt de fabrication / arrêt de commercialisation

Les équipements et/ou fournitures peuvent à la demande du titulaire faire l'objet de modification. Les nouveaux équipements et/ou fournitures doivent répondre aux exigences posées par la législation, la réglementation et les normes qui leur sont applicables. Ils doivent également satisfaire à l'ensemble des exigences techniques définies dans le cahier des clauses techniques particulières et être techniquement équivalents ou supérieurs aux équipements et/ou fournitures retenus dans le cadre du marché.

Les prix des nouvelles fournitures ne peuvent, en tout état de cause, être supérieurs au prix initiaux des fournitures figurant dans le bordereau des prix unitaires ou aux prix résultant des derniers ajustements, si ces derniers sont plus élevés que les prix initiaux.

Avant toute modification, le titulaire doit communiquer au pouvoir adjudicateur un dossier motivé sur les raisons de ce changement. Ce dossier devra comporter au minimum les informations suivantes :

- Les propriétés et fonctionnalités des équipements et/ou fournitures initialement prévus au marché
- Les propriétés et fonctionnalités des équipements et/ou fournitures proposés
- Une comparaison entre les équipements et/ou fournitures, démontrant que les nouveaux satisfont aux mêmes fonctionnalités et sont techniquement équivalents ou supérieurs aux équipements et/ou fournitures retenus dans le cadre du marché

En cas d'acceptation de ces nouveaux équipements et/ou fournitures par le pouvoir adjudicateur, le titulaire en sera avisé par courrier avec accusé de réception sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant au marché.

En cas de refus de ces nouveaux équipements et fournitures par le pouvoir adjudicateur, le titulaire en sera avisé par courrier accusé de réception. Dans le cas où le titulaire ne serait pas en mesure de proposer de nouveaux équipements et/ou fournitures répondant à ces exigences, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, par dérogation à l'article 40 du CCAG-FCS, de plein droit le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Evolution de la législation / réglementation / décision administrative / norme

Le titulaire doit proposer au pouvoir adjudicateur de nouveaux équipements et/ou fournitures répondant d'une part aux exigences posées par la législation, la réglementation, les décisions administratives et les normes en vigueur, et d'autre part à l'ensemble des exigences techniques définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

Avant toute modification, le titulaire doit communiquer au pouvoir adjudicateur un dossier motivé qui comportera au minimum les informations suivantes :

- Les propriétés et fonctionnalités des équipements et/ou fournitures initialement prévus au marché
- Les propriétés et fonctionnalités des équipements et/ou fournitures proposés
- Une comparaison entre les équipements et/ou fournitures, démontrant que les nouveaux satisfont aux mêmes fonctionnalités et sont techniquement équivalents ou supérieurs aux équipements et/ou fournitures retenus dans le cadre du marché

En cas d'acceptation de ces nouveaux équipements et/ou fournitures par le pouvoir adjudicateur, le titulaire en sera avisé par courrier avec accusé de réception sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant au marché.

En cas de refus de ces nouveaux équipements et/ou fournitures par le pouvoir adjudicateur, le titulaire en sera avisé par courrier accusé de réception. Dans le cas où le titulaire ne serait pas en mesure de proposer de nouveaux équipements et/ou fournitures répondant à ces exigences, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, par dérogation à l'article 40 du CCAG-FCS, de plein droit le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

20.3 - Suivi du marché et plan de progrès

Suivi du marché

Le pouvoir adjudicateur et/ou les établissements peuvent demander, à tout moment, au titulaire la communication de toute information utile, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché.

Le titulaire ne peut en aucune manière se soustraire à cette obligation.

Evaluation de l'exécution du marché

Le pouvoir adjudicateur évalue régulièrement la bonne exécution du marché sur la base des remontées des établissements et décide des actions à mener auprès du titulaire pour corriger les manquements à l'exécution du marché.

Trois niveaux sont prévus :

- Mise en demeure de mener des actions correctives par courrier simple
- Mise en demeure de mener des actions correctives par courrier avec accusé de réception
- Convocation du titulaire, par courrier avec accusé de réception

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas mené les actions correctives appropriées dans les délais d'exécutions qui lui ont été signifiés, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier, par dérogation à l'article 40 du CCAG-FCS, de plein droit le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Plan de progrès

Les établissements peuvent, au cours de l'exécution du marché, envisager de déployer des actions ayant pour objectifs de réduire les coûts.

Certains domaines ont été identifiés comme pouvant permettre de remplir ces objectifs. Il s'agit notamment de :

- L'optimisation de la logistique
- La réduction des dépenses
- Le respect des bonnes pratiques
- La prise en compte du développement durable (réduction des volumes de déchets, ...)

Le titulaire doit proposer chaque année aux établissements les actions, en lien avec l'objet du marché, qu'il souhaite mettre en place pour atteindre les objectifs fixés.

Chaque action doit préciser au minimum :

- Les prérequis nécessaires pour sa mise en place
- Les objectifs quantitatifs et qualitatifs à atteindre
- Les principaux jalons et les délais de mise en œuvre
- Les indicateurs de suivi

21 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.4 du CCAP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.4 du CCAP déroge à l'article 10.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 20.2 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 20.3 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Fournitures Courantes et Services